

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le 03/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **DUFLOT INDUSTRIE**

Zone industrielle CD115  
BP40069  
59540 CAUDRY

Références : 2022-V1-370  
Code AIOT : 0007004916

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2022 dans l'établissement DUFLOT INDUSTRIE implanté Zone industrielle CD115 BP40069 59540 CAUDRY. L'inspection a été annoncée le 08/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Lors de la précédente inspection du 22/03/2022, il a été constaté des non-conformités. La société DUFLOT a donc été mise en demeure par arrêté préfectoral du 20/05/2022 de se mettre en conformité. La présente inspection a pour objet de recoler les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DUFLOT INDUSTRIE
- Zone industrielle CD115 BP40069 59540 CAUDRY
- Code AIOT : 0007004916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La Société DUFLOT INDUSTRIE exploite à Caudry, dans la Zone Industrielle, une unité de fabrication de textile technique non-tissé, par cardage (peignage) et aiguilletage (entremêlage) de fibres synthétiques.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 12 juin 2012 à exploiter ses activités de traitement de fibres par cardage et aiguilletage, classées sous la rubrique N° 2311-1.

Le site a réalisé une extension en construisant une cellule de stockage dans la continuité des bâtiments existants, pour réorganiser les stockages au sein de l'établissement et rapatrier le stockage du site de Beauvois-en-Cambrésis. L'exploitation de cette extension est réglementée par les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 novembre 2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des points de rejet interne	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.2)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.5.1)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.9)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.10.1)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a réalisé les travaux de mise en conformité et a transmis les éléments qui permettent de justifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Localisation des points de rejet interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.4.1 et arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, point de rejet n°5
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/07/2022</li></ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.4.1</u></b>  L'article 4.3.5.1 relatifs à la localisation des points de rejet interne du titre 4 « Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 est complété du tableau suivant :</p> <p>Point de rejet interne à l'établissement N°5  Nature des effluents :Eaux pluviales de toiture et de voirie du bâtiment de Stockage (extension) + 1/2 toiture du bâtiment production (cf. plan en annexe 1)  Exutoire du rejet :Bassin interne d'infiltration des eaux pluviales  Surface fond de bassin : 300 m<sup>2</sup>  Capacité d'absorption spécifique du sol : Perméabilité : 2,5x10<sup>-6</sup> m/s  Traitement avant rejet : aucun  Conditions de rejet : Respect des VLE fixées (art 2.4.3)  Autres dispositions : Surveillance trimestrielle puis semestrielle (art. 2.4.4)</p> <p><b><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022, article 1 :</u></b>  La société DUFLOT INDUSTRIE, pour son site sis ZI BP 40069 CD115 à Caudry (59542), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 modifié par l'article 2.4.1 l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2021 en :  • portant la surface du fond du bassin d'infiltration à 300 m<sup>2</sup> dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté,  ou  • en justifiant que le dimensionnement du bassin d'infiltration permet une gestion efficace des eaux pluviales et en sollicitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'actualisation de la prescription de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2021 modifié ;</p> <p><b>Constats :</b>  Par courrier du 04/07/2022, l'exploitant sollicite la mise à jour des prescriptions de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 novembre 2021. En effet, le dimensionnement final du bassin d'infiltration a été réalisé pour une surface d'infiltration de 252m<sup>2</sup> au lieu de 300m<sup>2</sup> initialement prise en compte. Le volume du bassin a été adapté afin de répondre au besoin (383m<sup>3</sup>), c'est un bassin de 390m<sup>3</sup> d'une surface d'infiltration de 252m<sup>2</sup> qui a été mis en place sur le site.  Une note de justification du dimensionnement du bassin d'infiltration au regard de sa surface d'infiltration de 252 m<sup>2</sup> est jointe à la demande.</p> <p>Au regard des éléments transmis, l'inspection ne formule pas d'observation et proposera ultérieurement d'actualiser les prescriptions de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 novembre 2021.</p> <p>Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022 sont respectées.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

**N° 2 :** Cellule de stockage : rubrique 2663

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.2) et arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Structure des bâtiments</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2022</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8</u></b>  Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :</p> <p><b>ARTICLE 8.2.2. STRUCTURE DES BÂTIMENTS</b>  L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'étude technique réalisée au moment de la construction de la cellule de stockage, démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment.</p> <p>Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :  [.]  - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI<sub>2</sub> 120 C. Les portes satisfont une classe de durabilité C 2 ;  [.]</p> <p><b><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022, article 2 :</u></b>  La société DUFLOT INDUSTRIE, pour son site sis ZI BP 40069 CD115 à Caudry (59542), est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 modifié par l'article 2.8 l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2021 en :  • justifiant des caractéristiques de réaction et résistance au feu des portes coupe-feu du bâtiment de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b>  Par courrier du 04/07/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) précisant la localisation des portes coupe-feu et leur caractéristique EI<sub>2</sub>120.</p> <p>L'inspection a permis de constater que les portes coupe-feu ont des caractéristiques de réaction et de résistance au feu EI<sub>2</sub>120.</p> <p>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022 sont respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 3 :** Cellule de stockage : rubrique 2663

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.5.1) et arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cantonnement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/07/2022</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8</u></b>  Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :</p> <p>Article 8.2.5.1. Cantonnement  [.]  Les écrans de cantonnement sont constitués soit par des éléments de la structure (couverture, poutre, murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles ou enfin par des écrans mobiles asservis à la détection incendie.</p> <p>Les écrans de cantonnement sont DH 30 en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006. La hauteur des écrans de cantonnement est déterminée conformément à l'annexe de l'instruction technique 246 susvisée.</p> <p><b><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022, article 3 :</u></b>  La société DUFLOT INDUSTRIE, pour son site sis ZI BP 40069 CD115 à Caudry (59542), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 modifié par l'article 2.8 l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2021 en :  • adaptant la hauteur de l'écran de cantonnement du bâtiment de stockage conformément aux dispositions de l'annexe de l'instruction technique 246 susvisée. Les justificatifs des travaux correspondant sont à transmettre au préfet.</p>
<p><b>Constats:</b>  Par courriel du 11/04/2022, l'exploitant a précisé que l'écran de cantonnement est réalisé par la poutre béton et un profil L en tôle d'acier (A1). Il indique également que cet écran est à revoir et fera l'objet d'une modification afin de le rendre conforme à l'IT 246, soit avoir une hauteur de 2m.</p> <p>Par courrier du 04/07/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le bon de commande des travaux correspondant, ainsi que des photos justifiant la réalisation de ceux-ci.</p> <p>L'inspection a permis de constater que la hauteur de l'écran de cantonnement est portée à 2 m sur toute sa longueur conformément aux dispositions de l'annexe de l'instruction technique 246 susvisée.</p> <p>Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022 sont respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 4 :** Cellule de stockage : rubrique 2663

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.9) et arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2022</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8</u></b>  Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :</p> <p>ARTICLE 8.2.9. ÉTAT DES STOCKS  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits stockés dans la cellule, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.  [.]</p> <p><b><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022, article 4 :</u></b>  La société DUFLOT INDUSTRIE, pour son site sis ZI BP 40069 CD115 à Caudry (59542), est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.2.9 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 modifié par l'article 2.8 l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2021 en :  • intégrant dans l'état des stocks les produits combustibles présents dans le bâtiment de stockage, notamment ceux relevant de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  Par courrier du 04/07/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection l'état des stocks des produits combustibles relevant de la rubrique 1530 au jour de l'inspection du 22/03/2022.</p> <p>En séance, l'inspection a consulté l'état des stocks du jour.  Les produits combustibles relevant de la rubrique 1530 (cartons – mandrins – emballage) sont référencés dans l'état des stocks.</p> <p>Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022 sont respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 5 : Cellule de stockage : rubrique 2663**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.10.1) et arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des stockages</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8</u></b>  Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :</p> <p><u>Article 8.2.10.1. Organisation des stockages</u>  Le stockage de produits visés par la rubrique 2663.1, correspondant aux produits finis (rouleaux de polymères non tissés), est divisé en îlots dont le volume maximal est de 600 mètres cubes.</p>

<p>Le stockage des produits visés par la rubrique 2663.2, correspondant aux matières premières (fibres plastique compactées en balles) est divisé en îlots dont le volume maximal est de 2 000 mètres cubes.</p> <p>[.]</p> <p>La hauteur des stockages n'excède pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 mètres pour les îlots de stockage des produits finis, produits visés par la rubrique 2663.1 ;</li> <li>- 5 mètres pour les îlots de stockage des matières premières, produits visés par la rubrique 2663.2 ;</li> </ul> <p>[.]</p> <p>Un affichage au niveau des îlots précise la catégorie de produits pouvant y être stockés, ainsi que la hauteur maximale de stockage.</p> <p>Le plan général des stockages, à annexer à l'état des stocks prévu à l'article 8.2.9, fait figurer la géométrie du stockage défini (îlots, espaces libres, etc.) et fait mention de la nature des produits stockés et de la rubrique ICPE visées.</p> <p>[.]</p> <p><b><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022, article 5 :</u></b></p> <p>La société DUFLOT INDUSTRIE, pour son site sis ZI BP 40069 CD115 à Caudry (59542), est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.2.10.1 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 modifié par l'article 2.8 l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2021 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réalisant un affichage au niveau des îlots de stockage qui précise la catégorie de produits pouvant y être stockés et la hauteur maximale de stockage.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 04/07/2022, l'exploitant a informé l'inspection de la révision des zones de stockage et de la mise en place de l'affichage adéquat au niveau des îlots. Le plan de stockage actualisé et des photos sont joints pour illustrer les propos.</p> <p>L'inspection a permis de constater que les affichages au niveau des îlots sont installés et qu'ils précisent la catégorie de produits pouvant y être stockés, la hauteur maximale de stockage en fonction des produits et, le cas échéant, la largeur de stockage correspondante nécessaire au respect des dimensions de chaque îlot.</p> <p>Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/05/2022 sont respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>